



# Présence Internationale

Rue de la Linière, 11  
1060 Bruxelles  
Tél: 02/609 44 05  
Email: pbibelgium@scarlet.be  
http://www.peacebrigades.net  
CCP: 000-1668395-92  
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
9/2484

N° 94

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Editorial

Trois volontaires belges se trouvent actuellement dans des projets latino-américains de *Peace Brigades International* : Frauke Decoodt au Guatemala, Emilie De Wolf au Mexique et Hendrine Rotthier en Colombie. Comme nous avons reçu des deux premières un article, nous sommes heureux de vous faire partager leur témoignage : l'une, établie depuis bientôt un an au Guatemala, parle en particulier de son admiration pour les personnes qu'elle accompagne et l'autre, présente depuis quelques mois seulement dans l'Etat mexicain de Guerrero, évoque quelques cas de violations de droits humains représentatifs de la région où elle travaille. Toutes deux cependant apprécient de la même façon leur présence au sein des équipes internationales de PBI ainsi que leur activité d'accompagnement auprès des défenseurs locaux de droits humains.

Régulièrement, l'un ou l'autre projet de *Peace Brigades International* permet à des défenseurs de droits humains que l'organisation accompagne de faire des tournées de sensibilisation à l'étranger. C'est ainsi qu'au mois de novembre dernier, le Projet Guatemala et différents groupes nationaux de PBI ont invité Lorena Cabnal, la représentante d'AMISMAXAJ, une organisation de femmes amérindiennes de Jalapa (est du pays), à venir en Europe pour faire connaître sa lutte non-violente pour plus de justice. A l'occasion d'une rencontre publique tenue à Bruxelles, en présence de deux autres représentantes guatémaltèques, également de passage dans notre capitale, Lorena Cabnal a dénoncé le pillage de terres ancestrales par des entreprises multinationales d'exploration et/ou d'exploitation minière et pétrolière dans la région où vit sa communauté xinka.

Créée au départ en 2004 pour aider les femmes de la communauté à revendiquer leurs droits, l'association AMISMAXAJ est devenue la cible de menaces liées à ses multiples interventions pour dénoncer les conséquences néfastes que génèrent les licences d'exploration et/ou d'exploitation des mines d'argent dans la région de Jalapa. Aussi, depuis juillet 2009, PBI assure un accompagnement protecteur en faveur des membres de cette association et en particulier de sa représentante.

Dans son article en néerlandais que vous pouvez lire dans ce bulletin, la volontaire belge parle du plaisir teinté d'admiration qu'elle a de côtoyer de temps en temps Lorena Cabnal. Pour les auditeurs présents à sa conférence à Bruxelles, c'était en tout cas émouvant d'entendre cette représentante guatémaltèque parler de son combat en faveur des droits humains. A l'intention de ceux qui douteraient encore de l'influence que les citoyens de tout pays peuvent avoir même à distance s'ils prennent la peine de répercuter leur préoccupation, elle a terminé son intervention ce soir-là en rappelant que la lutte contre l'impunité dans son pays passe aussi par l'intérêt que lui porte la communauté internationale.

### Dans ce numéro...

#### Mexique

La Costa Chica : un exemple d'impunité et de répression  
Page 2

#### Guatemala

Doodsbedreiging, cowboyhonden en hartverwarmende mensen  
Page 3

#### Népal

Travailler une année avec PBI  
Page 5



**PEACE BRIGADES INTERNATIONAL** est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

## Mexique

### La Costa Chica : un exemple d'impunité et de répression

*Chez PBI, chaque membre d'équipe se voit assigner diverses tâches. Ces activités se divisent entre travail interne, accompagnement et travail par région. Pour chaque région de l'Etat de Guerrero, un (ou deux) volontaire(s) est (sont) chargé(s) de la communication avec les défenseurs de droits humains pour lesquels PBI assure un accompagnement protecteur. Intégrée depuis quelques mois au sein de l'équipe établie à Chilpancingo, la capitale de cet Etat du sud du Mexique, la volontaire belge Emilie De Wolf nous dresse le portrait de la région pour laquelle elle est chargée de la communication : la Costa Chica. Il s'agit de la zone qui souffre actuellement le plus cruellement de la répression. Nombre de leurs efforts quotidiens sont concentrés sur cette région.*

Dans l'Etat de Guerrero cohabitent 4 populations indigènes : les na savi, les nahuas, les amuzgos et les me'phaa. Leur activité principale est l'agriculture, et ce dans un environnement marqué par la pauvreté, les violations des droits humains et l'isolement. En 1998, suite au massacre d'El Charco, où 11 indigènes perdirent la vie et 27 autres furent blessés, des habitants de la Costa Chica créèrent une association, l'OIPMT (Organisation indépendante du peuple mixtèque et tlapanèque), dans le but de promouvoir un processus organisationnel qui permette d'améliorer les conditions de vie de tous. Leurs revendications concernent principalement la justice par rapport à ce tragique incident et, de manière plus générale, la construction de routes, d'écoles, de cliniques et l'octroi de subside agricoles. Depuis lors, la présence militaire est très forte dans la région et les violations des droits humains ne se comptent plus. En 2004, l'OIPMT se divise et apparaissent l'OFPM (Organisation pour le futur du peuple mixtèque) et l'OPIM (Organisation du peuple indigène me'phaa). PBI-Mexique accompagne formellement l'OPIM et, de manière plus ponctuelle et non contractuelle, l'OFPM.

#### Le cas d'Inès et Valentina

Le cas d'Inès et Valentina est révélateur des violations des droits humains dont peut être victime la population de la Costa Chica. En 2002, ces deux femmes indigènes, membres de l'OPIM, furent violées et torturées par des soldats de l'armée mexicaine. Après de nombreuses années de lutte, marquées par l'échec de multiples tentatives pour obtenir justice au niveau national ainsi que par une forte répression les poussant à abandonner leur lutte (entre au-

tres, l'assassinat de Lorenzo, frère d'Inès le 10 février 2008), leur souffrance a finalement été reconnue au niveau international. Le 1er octobre 2010, la cour interaméricaine des Droits de l'Homme a condamné l'Etat mexicain pour son implication dans ces viols. Commence à présent un long chemin vers l'accomplissement de cette sentence.

#### Radio Ñomndaa

Autre exemple de violations de droits humains dans la région, le cas de la Radio Ñomndaa, une organisation amuzgo que PBI-Mexique suit depuis plusieurs années. Nous ne les accompagnons pas de manière contractuelle mais maintenons des contacts réguliers avec eux. A travers ses diverses émissions, la radio promeut le maintien des traditions des Amuzgos. Les thèmes abordés sont aussi variés que la santé, les femmes, l'actualité internationale ou encore la musique traditionnelle. Depuis sa création, la radio a enduré divers types de menaces et de harcèlement. Le 27 septembre 2010, le tribunal régional d'Ometepec a prononcé une condamnation de 3 ans et 2 mois de prison ainsi qu'une amende de 1753 pesos à l'encontre de trois membres de la radio. Cette condamnation suscite la colère de nombreuses associations de l'Etat de Guerrero. Le centre de droits humains Tlachinollan, organisation qui assure le suivi juridique de la radio, s'insurge contre l'injustice de cette décision, car la radio a été condamnée pour des faits que Tlachinollan avait réussi à contredire par le passé. Une procédure d'appel est actuellement en cours.

Emilie De Wolf

### Le Projet Mexique sur le terrain

Sans tenir compte des coordinateurs et autres administrateurs qui encadrent depuis l'étranger ou la capitale mexicaine le travail des équipes de volontaires sur place, le Projet Mexique de PBI dispose actuellement de deux équipes : la première, depuis bientôt dix ans, dans l'Etat de Guerrero et la seconde, depuis quelques mois, dans l'Etat voisin d'Oaxaca.

Etablie à Chilpancingo et constituée de 8 volontaires, l'équipe du Guerrero accompagne le Centre des droits humains Tlachinollan, l'OPIM (Organisation des peuples indigènes Me'phaa), AFADEM (Association des familles de détenus, de disparus et de victimes des droits humains), MOCIPOL (Organisation pour la surveillance civile de la police et des forces de sécurité), OMESP (Organisation de femmes écologistes des hauts plateaux du Petatlan).

Etablie dans la capitale homonyme de l'Etat et constituée de 5 volontaires, l'équipe d'Oaxaca accompagne le Comité 25 Novembre (Organisation de défense des droits humains), le CEDHAPI (Centre de conseils sur les droits humains pour peuples indigènes), ainsi que le Père Solalinde, directeur de l'Auberge du Migrant "Frères en chemin".



## Guatemala

### Doodsbedreigingen, cowboyhoeden en hartverwarmende mensen

*Sedert januari is Frauke Decoodt vrijwilligster in het PBI-team in Guatemala. Zij zond ons opnieuw een relaas van haar indrukken.*

Hoog tijd om opnieuw wat ervaringen neer te penen omtrent mijn verblijf in Guatemala en mijn werk bij PBI. Ik kijk terug en plots is de tijd weggevlogen. Plots blijven er enkel twee maanden over. In mijn vorig artikeltje voor PBI-België focuste ik op mijn persoonlijke belevenissen na vier maanden werken met PBI in Guatemala. Daarin vernoemde ik het gebrek aan tijd, o.a. het gebrek aan tijd om vertrouwensrelaties op te bouwen, zelfs met de mensen voor wie we werken.

Hoewel ik enorm dankbaar ben om zoveel verschillende mensen, plaatsen en strijden te leren kennen door dit werk, blijft het soms knagen dat er weinig tijd is om langer ergens ter plaatse te blijven, om de mensen daar en hun strijd beter te leren kennen. Na tien maanden heb ik gelukkig enkele activisten, hun strijden en hun regio's beter leren kennen. Dit artikeltje schrijf ik over hen en hun precaire situatie.

Vreemd genoeg wonen de meeste personen die ik ondertussen diep in mijn hart draag en enorm respecteer, in het oosten van het land. Spijtig genoeg hebben ze allen onlangs doodsb bedreigingen ontvangen, iets waar à propos meer dan de helft van de mensen voor wie we werken onlangs mee geconfronteerd werden.

Er is Lorena Cabnal, in november was ze in Brussel, een reis georganiseerd door PBI.

Lorena, een indigena Xinka vrouw, die de strijd voor vrouwenrechten, indigena rechten en landrechten combineert in een vanzelfsprekend en samenhangend discours en actie. In tegenstelling tot dat van vele activisten wordt haar discours nooit prediken en hebben haar daden dezelfde inhoud als haar woorden. Ze is een feministe in hart en nieren, met meer 'ballen' dan vele geharde feministen die ik reeds heb ontmoet. Zeker in de vrouwenhatende context van de Guatemalteekse maatschappij is openlijk feministe zijn een gevaarlijke bedoening. Ik heb enorm veel en een diepgaand respect voor haar.

Op 12 oktober, de dag van verzet van de indigena volkeren en de dag van de herdenking van de kolonisatie, hielden Lorena en haar organisatie Amismaxaj



*Lorena Cabnal, van de organisatie Amismaxaj (in het centrum), samen met twee andere Guatemalteekse vertegenwoordigsters, tijdens een openbare vergadering in Brussel in november 2010*

een mars in Jalapa. Daar bedreigde een onbekend individu gelinkt aan de lokale georganiseerde misdaad haar met de dood. Dagen ervoor werd ze, tezamen met leden van haar familie en organisatie, al geïntimideerd en gevolgd door veiligheidspersoneel van die machtige louche persoon.

Er zijn Omar Jeronimo en Edgar Hernandez van de Coordinadora Central Campesina Chortí Nuevo Día, met wie ik enorm goed overeenkom. En Carlos Hernandez van de Asociación Campesina Camoteca. Beide organisaties werken in de regio Chortí, Chiquimula die aan Honduras grenst. Een gebied dat iets weg heeft van het Wilde Westen waar de mannen grote cowboyhoeden en grote wapens dragen. Waar de mannen even gemakkelijk doodsb bedreigingen uitdelen als Sinterklaas snoepjes. Hoewel Carlos vaak een cowboyhoed draagt, draagt niemand van hen wapens en hebben ze nooit doodsb bedreigingen uitgedeeld, maar wel vaak gekregen. Allen zijn ze, elk op hun eigen manier, enorm hartverwarmende personen, voor wie ik opnieuw enorm veel respect en affectie heb.



# A m e r i k a

Beide organisaties werken omtrent dezelfde thema's in dezelfde regio. Eén van hun thema's is informatie bezorgen aan de omwonende *campesinos* omtrent mega-ontwikkelingsprojecten in hun omgeving. De projecten in die regio omvatten 3 hydroelektrische dammen, de installatie van enorme hoogspanningstorens, en het 'Canal Tecnológico' een vierbaanvak autostrade vergezeld van een gasleiding en treinsporen (met ontelbare goederentreinen per dag), gaande van de Atlantische naar de Stille Oceaan. Al deze projecten zijn deel van het vroegere Plan Pueblo Panama, en alle projecten impliceren ontruiming van het weinige land dat de *campesinos* nog rest. Onnodig erbij te voegen dat dit voor enorm veel onrust en conflict zorgt onder de bevolking.



*De vrijwilligster Frauke Decoodt gedurende een begeleiding in de regio van Chiquimula*

Voeg daarbij de lokale autoriteiten die het niet zo nauw nemen met het informeren en respecteren van de bevolking en die enorm hoog oplopen met al de beloofde ontwikkeling voor hun streek, en leg daar bovenop nog eens de lokale georganiseerde misdaad met hun nogal duistere banden en economische belangen in de streek, en je krijgt springstof.

Al maanden waarschuwden we dat het gebied slechts een vonk nodig heeft om te ontvlammen en dat is precies wat er gebeurd is, de 12de oktober.

Na de zoveelste misleiding en provocatie omtrent het 'Canal Tecnológico' is toen een spontane manifestatie van lokale Chortí *campesinos* in Jocotán volledig uit de hand gelopen en ontaard in geweld. Een politiemann kwam om het leven, het gemeentehuis en andere overheidsgebouwen werden in brand gestoken,

4 *campesinos* werden verwond door kogels, 4 personen werden opgepakt. De manifestanten beschuldigen de lokale georganiseerde misdaad van het veroorzaken van het geweld en het terroriseren van Jocotán de hele nacht lang, terwijl de autoriteiten het geweld in de schoenen van de manifestanten schuiven.

Hoewel Omar en Carlos niet ter plaatste waren, aarzelden de lokale autoriteiten en de nationale pers niet om hen met naam en toenaam verantwoordelijk te stellen voor de gebeurtenissen. Lokale gewapende groepen zwoeren hen te vermoorden indien ze zich in de regio zouden vertonen. Het openbaar ministerie wou niet vrijgeven of ze een rechtvaardiging hadden en gezocht werden. Op 12 november vernam Carlos via zijn advocaat dat hij niet gerechtvaardigd werd, en keerde hij terug naar Chiquimula waar hij maandag 15 november alsnog werd opgepakt. Ook Santos Vasquez van de Asociación Campesina Camoteca werd gearresteerd.

Gelukkig, na een mobilisatie van de internationale gemeenschap, werden ze de dag erna op borg vrijgelaten en onder huisarrest geplaatst, en hoefden ze maar één nacht in de gevangenis door te brengen. Spijtig genoeg worden ze beschuldigd van 'Activiteiten tegen de Interne Veiligheid van de Natie', 'illegale bijeenkomsten en manifestaties' en schending van het grondwetsartikel dat de vrijheid van beweging garandeert. Hoewel de beschuldigingen gebaseerd zijn op een wegblokkade de 30ste maart, werden de mannen slechts beschuldigd de 13de oktober, de dag na de gebeurtenissen in Jocotán.

Bovendien zijn Omar, Carlos en Lorena niet de enigen de doodsbedreigingen gekregen hebben. Ook dominee José Pilar Álvarez die de Asociación para la Protección de la Montaña de las Granadillas intensief steunt, kreeg doodsbedreigingen. Naar aanleiding van volksreferenda georganiseerd in Uspantán (El Quiché) en Lanquin (Alta Verapaz) door de lokale indigena gemeenschappen en gesteund door Conavigua, kregen respectievelijk Magdalena Sarat, de coördinatrice van Conavigua, en Jorge Morales Toj, een advocaat en werknemer van Conavigua eveneens doodsbedreigingen.

Onnodig af te sluiten met de mededeling dat het team ter plaatste het hier de laatste tijd nogal druk heeft, wat zijn nodige tol eist. Wel zijn we er nu meer dan ooit van overtuigd dat ons werk hier zeker enig nut heeft.

Frauke Decoodt



## Népal

## Travailler une année avec PBI

*Élise Tillet était partie en juin 2009 rejoindre le Projet Népal de PBI. Elle a d'abord passé deux mois et demi à Darjeeling, en Inde, en immersion auprès d'une famille népalaise pour apprendre la langue. Puis elle a rejoint l'équipe népalaise de PBI basée à Katmandu fin août 2009. Rentrée à Paris en octobre 2010, elle fait le point sur sa mission.*

Voilà trois semaines que j'ai quitté le Népal et la maison de PBI à Katmandu pour rejoindre Paris. Trois semaines, et je n'ai toujours pas réussi à me débarrasser de ma phobie de l'eau en me lavant les dents. Trois semaines que je réapprends à boire au robinet, que j'ai banni le riz de mon alimentation et le mot « Namaste » de mon vocabulaire, que je déambule dans les rues de Paris sans risquer de me faire alpaguer par un rickshaw, que j'ai l'impression de pouvoir respirer de l'air frais à pleins poumons (oui, Paris n'est pas polluée par rapport à Katmandu). Que je redécouvre les joies d'avoir de la lumière 24 heures sur 24 et de quitter les rues froides pour rentrer dans une salle chauffée. Que je mange de nouveau avec un couteau et une fourchette, que je déguste du bon vin et mange de la vache non sacrée. Que, lorsque je traverse la rue, j'attends le petit bonhomme vert au lieu de juger le moment opportun pour me lancer uniquement au volume sonore des klaxons. Trois semaines que les saris colorés ont été remplacés par des costumes noirs et gris, que les tongs ont fait place aux chaussures fermées et aux ampoules... Et encore tant d'autres petites choses qui, sans que je ne m'en sois rendu compte, rythmaient ma vie.



*La volontaire Elise Tillet,  
en compagnie d'enfants népalais*

Voilà ce qui, trois semaines après mon retour, m'a frappée, m'est revenu du Népal. Ces petits détails qui se sont immiscés en moi, sans me prévenir, sans que

j'y réfléchisse. Et pourtant il me faut parler, mettre des mots sur cette expérience si riche. Mais lorsque je dois mentionner cette année, c'est encore avec mon cœur, et non ma tête, que je réponds. C'est pourquoi écrire cet article est un exercice difficile, peut-être même un peu prématuré. Et pour le faire, il me faut revenir à l'état d'esprit dans lequel je me trouvais à mon départ.

Je partais avec la soif de rencontrer des défenseurs des droits humains, de comprendre leurs combats, leurs difficultés, et de tenter de les soutenir. La soif également de découvrir un pays et une culture qui m'étaient totalement étrangers. Mais aussi avec mes peurs : la peur de ne pas être capable de m'adapter à la culture, aux conditions de vie, la peur de ne pas pouvoir faire preuve de sang-froid et de distance dans les situations d'urgence et de stress, l'inquiétude de savoir si je m'intégrerais bien dans mon équipe et aussi la peur de la nourriture trop épicée !

J'avais également très peur de la frustration. Je savais par mes années d'expérience qu'il est très difficile dans ce métier de mesurer les effets de ses actions sur le court terme. Mais cela n'est pas arrivé. Les Népalais que j'ai rencontrés et qui se battent depuis des années sans voir la situation politique du pays s'améliorer, ne perdent pas espoir. Et leur dynamisme et leur optimisme sont contagieux. J'ai aussi eu la chance de pouvoir mesurer les résultats de notre action.

Un soir, un avocat nous a appelés, nous demandant de venir en urgence. Cet homme, dont le fils a été porté disparu, enlevé par les forces de sécurité du Népal durant la guerre, a décidé de se battre pour que les responsables présumés de ce crime soient traduits en justice. Au moment de son appel, son second fils avait été arrêté par la police et torturé à plusieurs reprises. Les forces de police le menaçaient de le tuer et de tuer son père s'il ne retirait pas sa plainte. La police se rendait chaque soir devant leur maison pour les intimider. Une collègue volontaire et moi-même sommes alors parties immédiatement sur le terrain pour les rencontrer, évaluer la situation, rencontrer les autorités locales et mobiliser la communauté internationale et diplomatique, puis procéder à une relocalisation de la famille à Katmandu. Après 6 mois de travail, ils vivent aujourd'hui de nouveau en sécurité dans leur village, ils bénéficient



